

Sommaire
du Bulletin n°86

- Éditorial : Ce que révèle le « mouvement du 17 novembre », p. 1 à 4
- Octobre, le mois où le président des riches a perdu tout crédit, p. 5-6
- Où va le POI lambertiste ?, p. 6 à 8
- Éléments de réflexion sur la situation brésilienne, p. 8 à 11

Éditorial
de la rédaction**Ce que révèle le
« mouvement du 17 novembre »****Des luttes très politiques.**

Toute lutte sociale dans la période actuelle manifeste assez directement son contenu politique.

Le « petit personnel » du palace Hyatt Hôtel a déjà affronté des agressions policières et celle de nervis patronaux ; allant sur les deux mois de grève, elles et ils tiennent par la solidarité, la détermination et la conscience de ce que signifie leur revendication : mettre fin au début de mise en place de l'« externalisation » des personnels hôteliers, dont ils sont les premières victimes.

Les 279 ouvriers de l'aciérie Ascova, dans le Nord, occupent toujours leur usine, manifestent leur scepticisme envers les déclarations gouvernementales sur des « repreneurs » et attendent de pied ferme M. Macron dont il se dit qu'il pourrait venir sur place.

Le personnel de la maternité du Blanc, dans l'Indre, et la population, avec le collectif *Cpasdemainlaveille*, refusent la fermeture de la seule salle d'accouchement à 60 km à la ronde et ont situé la lutte à son vrai niveau : un affrontement avec le pouvoir central.

Près de 2000, le quart de l'effectif, agents de l'Office National des Forêts, se sont rassemblés avec le soutien populaire local à Saint-Bonnet-de-Tronçais pour dénoncer la destruction du service public et la braderie annoncée des forêts domaniales.

Le point commun à tous ces combats et à des centaines d'autres est aujourd'hui la conscience montante que le pouvoir politique est l'adversaire. C'est en ce sens que, comme l'écrit notre camarade Jacques Chastaing, nous sommes dans une « période de grève générale ». Cette formulation a l'inconvénient de sembler dire que la généralisation est là : or, la généralisation, qui ira avec la

centralisation, se cherche et rencontre des obstacles politiques. Mais elle a aussi l'avantage de donner à réfléchir sur le contenu politique profond des luttes actuelles et, sous cet angle, elle touche juste. Lorsque la journée d'action – bidon – du 9 octobre a vu de vrais cortèges, c'était de fait des cortèges politiques appelant à chasser Macron ou à sa démission.

Ceux d'en bas en ont marre, ceux d'en haut n'en peuvent plus, mais ceux de «l'opposition» bouchent les perspectives.

Cette réalité ne signifie pas que l'affrontement général va automatiquement s'imposer.

Elle résulte de la combinaison de trois facteurs :

- 1°) le mécontentement généralisé « en bas » ;
- 2°) la montée de l'impuissance affichée au sommet avec la chute de Macron dans l'affaire Benalla, les démissions de Hulot puis Collomb, la difficulté de recomposer son gouvernement, qui ont brisé net la dynamique soi-disant conquérante qui était la sienne ; mais...
- 3°) ...l'absence de perspective politique alternative du fait de ce qu'il est convenu d'appeler l'« état de la gauche », la FI étant le couronnement du problème et non pas sa solution, et du fait de la participation des directions syndicales nationales au « dialogue social » avec Macron et le patronat, qui, depuis le « sommet social » sur les retraites tenu le 10 octobre, lendemain de cette autre journée précisément sans lendemain du 9 octobre, et jour de l'ouverture d'une grave crise dans la CGT-FO, n'avancent strictement aucune perspective d'action réelle ou fictive – en dehors de la grève contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale du lundi 12 novembre.

Les exploités, la majorité, ne sont pas du tout dans l'acceptation ou dans l'inaction comme peuvent le croire les militants qui ont peiné à les entraîner dans telles « journées d'action ». Les mobilisations spontanées naissent de la difficulté croissante de la vie quotidienne et cela va continuer, et c'est précisément l'absence de perspective politique nationale (les élections européennes ne jouant absolument pas ce rôle pour l'immense majorité) qui nourrit leur radicalité croissante.

Les prix à la pompe sont, comme les salaires, une question politique !

Il est dans ces conditions tout à fait normal que la hausse des carburants, conjuguée à la baisse des salaires réels, soulève une vague d'indignation.

Cette vague est d'autant plus grande dans les secteurs de ce que l'on appelle « la ruralité », mais elle ne s'y cantonne pas. Elle l'est tout simplement parce que l'on pourrait définir ces secteurs comme ceux où l'on est condamné à la voiture pour faire ses courses, aller au travail, emmener les enfants à l'école, accéder à des services publics élémentaires – répétons-le : la fermeture de la maternité du Blanc, ville de 6600 habitants, repousserait à 60 km à la ronde la possibilité d'accoucher en milieu médical !

Et dans ces secteurs, on est légitimement ulcéré du mépris soi-disant « écologique » affiché par les partisans de la taxation des pauvres et des travailleurs, car il est notoire que la TIPP (Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers) finance l'ensemble de la politique du gouvernement (dont des aides à des entreprises pétrolières !) et non pas la « transition énergétique ». Les coupables du réchauffement que les zones en « ruralité » ont déjà payé cher par la sécheresse cette année, ne sont pas les gens qui vont travailler en diesel, ce sont les magnats capitalistes qui s'appellent Total ou Shell, au compte desquels gouvernent nos ... gouvernants.

Il n'y a en soi aucune contradiction entre la lutte pour les salaires et la lutte contre les prix excessifs. Et les impôts indirects comme la TVA et la TIPP sont injustes par définition. Il est donc légitime de se mobiliser contre la hausse des prix à la pompe et compte tenu de la réalité que vivent les plus larges masses, que des mouvements apparaissent sur ce thème n'a rien de surprenant.

Hausse générale des salaires, retraites, pensions et minima sociaux !

Abolition des impôts indirects, TVA et TIPP !

Taxation confiscatoire des pétroliers !

Le « mouvement du 17 novembre ».

Priscilla Ludosky, patronne d'une petite « société de vente en ligne de cosmétiques bio et de conseils en aromathérapie » à Savigny-le-Temple, a lancé fin mai une pétition qui va probablement atteindre le

million de signataires (plus de 700 000 à ce jour).

L'emballement en faveur de cette pétition est allé de pair avec la mise en route du « mouvement du 17 novembre » appelant à bloquer les routes ce jour là (un samedi), qui l'a boostée.

Les signataires signent contre la hausse du prix des carburants, et ne lisent pas forcément toute la pétition, qui est loin de se limiter à ce point et se prononce, en vrac, pour le remplacement progressif des véhicules diesel par des véhicules électriques, une « régulation » des prix de ces derniers, le travail à domicile, notamment pour les « employés » demandant une mutation pour raisons familiales à la place de celle-ci, des subventions aux patrons pour qu'ils installent leurs entreprises loin des grandes villes, et un financement public des agro-carburants (dont l'auteur de la pétition semble s'imaginer qu'ils sont un bienfait pour l'environnement ...).

Malgré la vive sensibilité qui s'y exprime contre « les taxes », l'abolition des impôts indirects en général, et celle de la TIPP en particulier, n'y figurent pas ...

Nous avons là des propositions sincères mais discutables, pas très surprenantes de la part d'une représentante relativement éclairée du (tout) petit patronat.

A partir du 10 octobre apparaissent des pages Facebook « Blocage national contre le prix des carburants » qui lancent, de manière simultanée, la date du 17 novembre. Priscilla Ludosky s'y rallie, ce qui va booster sa pétition. Ce sont apparemment deux chauffeurs routiers de Seine-et-Marne qui ont lancé cette date. Les associations d'automobilistes d'une part, les réseaux du RN, de DLV et de l'extrême droite d'autre part, propagent rapidement ces pages, qui se développent spontanément à grande échelle.

Le 23 octobre c'est la vidéo de Frank Buhler, semblait-il membre de « Debout La France », ancien militant proche de Philippe de Villiers, et surtout autoproclamé « porte-parole de la patriosphère », qui assoie le phénomène : elle va avoir 4 millions de vues. Si la cible principale de Priscilla Ludosky consiste surtout dans « les taxes », Frank Buhler en a après « les bobos », catégorie qui englobe chez lui les écolos anti-diesel, les habitants des centres-villes, les défenseurs des droits des migrants et les gens trop éduqués.

Appelant au blocage des routes et péages le 17 novembre prochain, Frank Buhler explique que « quelqu'un, j'ignore qui, a lancé une mobilisation générale du peuple français ».

Quelques jours plus tard, Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan apportaient leur soutien au « mouvement du 17 novembre ». C'est au Pontet, municipalité RN (le maire est élu de la liste « Le Pontet Bleu Marine »), que s'est tenue une première

réunion d'organisation du « 17 novembre » de 300 personnes environ. Christophe Chalencou, « forgeron » (patron de plusieurs entreprises de menuiserie et activités apparentées et responsable à la Chambre des métiers), ancien candidat aux législatives de « Génération citoyens », mouvement « socio-professionnel » et « social-libéral », a été désigné coordinateur départemental des 13 barrages annoncés sur le département du Vaucluse. Il a été annoncé fermement que pour éviter toute « récupération », tout drapeau, logo ou sigle politique ou syndical serait interdit sur les « blocages ». Marine Le Pen, tout en félicitant les participants, a précisé dans une déclaration faite le soir même que cette interdiction devait être levée en ce qui concerne les écharpes tricolores des élus. Demeure donc l'interdiction des partis et des syndicats : on ne participe pas au « blocage » en tant que travailleur organisé, mais en tant que « simple citoyen », salarié ou patron ...

Ce 31 octobre *Sputnik France*, site des services de l'État russe en France, dans un article s'autorisant d'entretiens avec des hauts fonctionnaires de la police et des RT (« Renseignements Territoriaux », ex-RG), annonce que ce sera « *mai 68* ».

Mai-juin 1968 fut une grève générale : avec la jeunesse étudiante et lycéenne, le salariat, par millions et millions, a réellement « bloqué le pays » et posé la question du pouvoir d'État et du caractère de la société pendant quelques semaines.

Mais on ne saurait sous-estimer l'ampleur et la signification d'un mouvement qui se dessine là, au vu des effectifs ayant visionné les vidéos du sieur Buhler et signé la pétition lancée par la commerçante de Savigny-le-Temple. Il ne fait aucun doute que la grande majorité d'entre eux sont des ouvriers, employés, salariés divers, plus encore que les petits patrons plus ou moins éclairés qui, à l'évidence, donnent le ton dans les groupes de préparation, qui en ont assez des attaques de ce gouvernement et protestent sincèrement contre la hausse des prix. Il est transparent que l'idée d'un « blocage général » est un substitut à ce qui aurait dû et pu se produire depuis longtemps : la grève générale. Mais ce n'est pas la même chose.

Quelle attitude avoir ?

Les empoignades sur les réseaux sociaux entre militants syndicalistes, de gauche et aussi « insoumis », témoignent de la difficulté à reconstituer les conditions d'un libre débat entre eux. En gros, les uns estiment que « *le peuple* » va bouger et qu'il faut être avec le peuple, d'autres que ce sont « *les fascistes* » qui sont derrière tout ça et qu'il faut s'élever contre. Les uns et les autres participent du coup d'un emballement quelque peu piégeux ...

L'attitude à adopter n'est pourtant pas très compliquée à concevoir, mais auparavant, **il faut clairement identifier l'obstacle qui suscite les difficultés** : qu'est-ce qui fait qu'un mouvement initié

par des petits patrons sur des bases de protestation petite-bourgeoise « prend » à ce point ?

C'est qu'il y a un vide. Et ce vide résulte du sentiment de découragement que distillent, non pas les dizaines de grèves dans tous les secteurs, mais bien au contraire, les « journées » des directions syndicales qui, en même temps, permettent à Macron affaibli de pouvoir engager ses attaques sur les retraites en allant tous à la concertation du 10 octobre, participent au « dialogue social » ...

Au fait, les syndicats de l'ONF qui ont réussi une mobilisation unitaire et majoritaire des personnels qu'ils représentent le 25 octobre dernier ont rompu le « dialogue social » avec leur ministère : tant qu'il n'y a rien à négocier, ils refusent d'aller aux tables rondes et autres séances de yoga auxquelles on voudrait les associer ...

Donc, voilà qu'il y a une « mobilisation » ... mais que derrière elle, il y a des forces politiques et sociales anti-ouvrières, mais que des ouvriers risquent d'y aller ...

Alors que faire ?

Premièrement combattre pour l'unité dans l'action contre Macron, par la rupture du prétendu « dialogue social » comme par le refus d'attendre les élections européennes pour engager la lutte sociale. Par rapport au 17 novembre ceci permettrait une réponse offensive et non pas seulement défensive à la façon de la mise en garde diffusée par la direction de la CGT, suite aux questions dans les rangs de la confédération.

Deuxièmement, aucun compromis, aucune confusion sur la nature des forces qui ont la main sur le « mouvement du 17 novembre » : même s'il y a évidemment des petits patrons et des « indépendants » sincères, ce sont des forces anti-ouvrières, qui ne veulent pas de hausse des salaires, qui ne demandent même pas l'abrogation de la TIPP. **Aucun appel commun, aucune collusion, avec eux** : ils représentent, consciemment ou non, on s'en fout, l'union nationale « souverainiste » et patronale alternative à l'union nationale de Macron. C'est par la lutte des classes et pas par l'union nationale que l'on gagnera, par la grève générale et les piquets de grève mobiles que l'on bloquera réellement le pays.

Troisièmement, ne pas jeter l'anathème sur les participants de base, voire les accompagner si vraiment ça prend de l'ampleur, mais en les respectant c'est-à-dire en leur disant tout : que ce qu'il faut c'est la grève générale contre Macron et les patrons, qui sera donc aussi une grève générale contre les organisateurs (patronaux) du « 17 novembre ».

Et voici la France Insoumise ...

Le 30 octobre, François Ruffin, député de la Somme, figure de la France Insoumise, réputé pour son

indépendance exceptionnelle à l'égard du chef de celle-ci, parfois présenté comme un « chef alternatif », déclare : « *le samedi 17 novembre, j'ai envie d'en être* ». Il propose d'organiser à l'Assemblée nationale un débat entre « *ces automobilistes en colère* » et le responsable de la Fondation pour la Nature et l'Homme, ex-Fondation Hulot, Kevin Puiseux, pour « *concilier justice fiscale et impératif écologique* » – notons que nous sommes là loin du problème immédiat, l'affrontement avec un président et un gouvernement qui piétinent l'un et l'autre.

Christophe Chalencon, le responsable patronal qui coordonne avec les élus RN le « mouvement » dans le Vaucluse, lui apporte ce salut : « *Lui [Ruffin] je l'aime... c'est le seul à avoir une paire de couilles ...* »

Le soir du 30 octobre, en meeting à Lille, J.L. Mélenchon proclame que « *la colère du 17 novembre est digne et juste* », sans faire la moindre distinction entre les différentes « colères » appelées à fusionner. Il ajoute que parmi « *ses amis et ses camarades* », les uns veulent y aller, d'autres non, et, en bon patriarche œcuménique, il leur donne à tous sa bénédiction : de tous « *on sera fier* » ! La FI en tant que telle n'appellera pas, dit-il, mais c'est pour ne pas voir l'air de « *recupérer* » et « *Peut-être que des tas de gens (...) auront trouvé le poids par lequel passer leur colère.* »

Bref (et bien qu'il soit difficile de se représenter ce que peut bien être un « *poids par lequel passer sa colère* » !...), J.L. Mélenchon moyennant quelques circonlocutions, soutient le « 17 novembre », après N. Dupont-Aignan, Marine Le Pen et François Ruffin.

Obtempérant le lendemain 31 octobre, le groupe parlementaire LFI pond une déclaration saluant l'égalité « *dignité* » de ceux qui iront parce qu'ils sont indignés, et de ceux qui n'iront pas parce qu'il y a l'extrême-droite, mais salue « *l'initiative citoyenne et ceux qui y participeront* » tout en ajoutant qu'à la différence de l'extrême-droite, ils n'appellent pas pour ne pas récupérer.

On tente de résumer ce méli-mélo : comme la FI sait qu'il y a l'extrême-droite, elle ne dit pas qu'elle appelle mais elle fait savoir que c'est quand même drôlement bien ce qui va se passer, elle le soutient et tout en félicitant, une fois, ceux qui n'iront pas, elle félicite, deux fois, ceux qui iront !

C'est ce qui s'appelle semer un maximum de confusion, très exactement le contraire de ce que doit être l'attitude des militants ouvriers proposée ci-dessus.

Ajoutons que superficiellement, ce soutien, non pas aux travailleurs cherchant une issue par l'action qui vont y aller, mais au « mouvement du 17 novembre » en tant que tel, pourrait sembler prendre le contre-pied d'un épisode marquant de l'automne 2013, lorsque J.L. Mélenchon avait qualifié d'« *esclaves* »

et de « *nigauds* » les ouvriers des entreprises de l'agro-alimentaire en Bretagne, avec leurs nombreuses sections FO et CGT, qui s'étaient associés à des petits commerçants et artisans dans les protestations contre les portiques des « *écotaxes* ».

Le contraste n'est qu'apparent. En 2013 il s'agissait de *grèves contre les licenciements*, d'une vague de grèves. En condamnant ce mouvement, aux côtés de François Hollande alors président et des dirigeants nationaux de pratiquement tous les partis et syndicats (à l'exception, il faut le dire, du NPA), mais dans les termes les pires, J.L. Mélenchon a précisément contribué, et pas qu'un peu, à isoler la vague de grèves ouvrières et à favoriser la récupération finale, quand le mouvement s'est épuisé, dans le cadre des *Bonnets rouges* sous l'égide du patronat local et de la FNSEA. Ceux qui ont réellement combattu ces derniers ont manifesté avec la masse, à Quimper, et se sont confrontés à eux dans la manifestation (il s'agit de l'UD FO du Finistère, de la FSU du Finistère, d'un certain nombre de sections CGT, du NPA).

J.L. Mélenchon, F. Ruffin et les parlementaires FI n'appellent pas à disputer l'influence des animateurs du « mouvement du 17 novembre », extrême-droite et patrons, sur celles et ceux qui participeront à cette journée : tout en disant ne pas faire de récup', ils poussent à aller se placer sous leur direction.

Ainsi, la ligne « populiste » de rupture avec le mouvement ouvrier, avec la classe ouvrière, d'opposition aux grèves, amorcée précisément à l'automne 2013, trouve à présent son plein développement, dans ce qui ressemble de plus en plus à une orientation du type « Cinque Stelle ».

Le socle de cette orientation, c'est de ne pas affronter réellement Macron, de la même façon qu'en orientant contre « les médias » (et d'abord contre Mediapart !) la protestation contre les perquisitions du 16 octobre.

Étendre l'organisation et le débat dans la clarté.

A APLutSoc, nous ne craignons guère le « 17 novembre » : si c'est un succès massif la poussée sociale vers le vrai blocage, qui s'appelle la grève, se fraiera son chemin. C'est à cela que nous voulons contribuer. L'accentuation, à cette occasion comme à la suite des perquisitions dont elle a été victime, de la dérive national-populiste de la FI, situe les responsabilités des militants ouvriers.

Il est grand temps que les militants ouvriers s'associent pour clarifier, et aller à l'affrontement central contre ce président et ce gouvernement.

A APLutSoc, nous souhaitons œuvrer à ce qu'un cadre le permettant, au plus vite, puisse exister. ■

Octobre, le mois où le président des riches a perdu tout crédit.

Les données économiques publiées au troisième trimestre 2018 démentent sévèrement les annonces orchestrées par le gouvernement Macron-Philippe pour présenter les contre-réformes comme favorables à la croissance et à l'emploi. Ainsi la chute des opinions positives sur la présidence de Macron, certes aggravée par sa gestion des affaires et des crises ministérielles, repose sur les contre-performances économiques de sa politique du point de vue même des économistes bourgeois.

Un ressenti critique

Les salariés, les retraités, les jeunes, les femmes, les mal-logés savaient déjà, depuis la baisse des dotations aux communes, la hausse de la CSG prélevée sur les pensions, la suppression de 50% des emplois aidés, la réduction des crédits d'hébergement d'urgence, etc., qu'il ne faisait pas bon vivre sous Macron. Mais le gouvernement ne manquait pas de leur opposer une croissance favorable en 2017 (2,3%), des créations d'emplois au plus haut (340.000) et une (faible) baisse du chômage.

En octobre 2018, 69% des Français estiment que la politique économique du gouvernement est mauvaise (Enquête mensuelle d'opinion BVA/La Tribune). C'est un record depuis octobre 2017. Les Français les plus critiques à l'égard du gouvernement sont les moins de 35 ans avec 75% d'insatisfaits. Ils sont 73% chez les 50-64 ans. Même les plus de 65 ans sont critiques à 57%.

Macron relance... le chômage...

Mais les faits sont plus cruels encore que le ressenti. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (sans aucune activité) a augmenté de 0,5% (+ 16 300), au troisième trimestre 2018, selon les chiffres publiés par le ministère du Travail le jeudi 25 octobre. Le nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B) augmente de 2,1% par rapport au trimestre précédent et celui des personnes en activité réduite longue (catégorie C) recule de 0,8%. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi des trois catégories augmente de 0,4% sur le troisième trimestre (+21 700) et de 0,6% sur un an.

La hausse concerne toutes les catégories d'âge. La plus forte touche les chômeurs de 50 ans et plus : +0,6% sur le trimestre. Chez les moins de 25 ans, la hausse est de +0,3% sur le trimestre.

Comme au trimestre précédent, le chômage de longue durée a plus fortement augmenté : en incluant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité, 2,811 millions étaient inscrits depuis plus d'un an. Un chiffre en hausse de 1,1% sur le trimestre et de 6,4% sur un an.

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) prévoit « *un moindre dynamisme des créations d'emploi cette année (233.000) contre 347.000 en 2017* ». Cette baisse devrait se poursuivre dans les deux années à venir (161.000 en 2019 et 116.000 en 2020).

... et la stagnation

Ce « moindre dynamisme » de la création d'emploi est lié au ralentissement de la croissance française en 2018. Le gouvernement a révisé sa prévision de croissance à la baisse pour 2018 passant de 2% en avril dernier à 1,7%. Ce faisant, le gouvernement Macron-Philippe manifeste plus d'optimisme que l'Insee, la Banque de France ou le FMI qui prévoient 1,6% pour cette année. Le gouvernement table aussi sur un rebond en 2019 (1,8%) et une baisse en 2020 (1,5%). Mais là encore d'autres prévisionnistes comme l'institut COE Rexecode sont beaucoup plus réalistes. Dans ses dernières prévisions COE Rexecode anticipe une croissance à 1,6% pour 2018 et 1,3% pour 2019, « *sous réserve que la conjoncture mondiale ne se dégrade pas significativement.* »

De fait, de nombreux risques, parmi lesquels les mesures protectionnistes de Trump, pourraient venir peser sur la conjoncture mondiale. L'OFCE anticipe une baisse du produit intérieur brut mondial passant de 3,4% à 3,1% entre 2018 et 2020 avec un coup de frein encore plus marqué dans les pays industrialisés.

Ce qu'il reste de convaincus à la Macronie fera valoir que le ralentissement de la croissance ne concerne pas seulement la France. Dans la zone euro la croissance est passée de 0,7% pour chacun des trimestres de 2017 à 0,4% au 1er trimestre 2018. Mais ce recul est inégal. Il frappe davantage la France, la Grande Bretagne, l'Italie.

Environ deux tiers de cet écart de croissance entre la France (0,2%) et celui de la zone euro hors France) s'expliquent par la mauvaise performance de la consommation des ménages, conséquence directe des mesures fiscales : l'augmentation de la fiscalité directe avec la hausse de la CSG « non compensée par la baisse des cotisations salariés » et la hausse de la fiscalité indirecte sur le tabac et les carburants

Ce ne sont pas les statistiques qui chasseront Macron...

Les Français sont là devant la réalité de la politique du gouvernement Macron : il doit diminuer les salaires réels, diminuer les budgets sociaux. Il doit prélever par des taxes toujours plus élevées sur la consommation des travailleurs, la part, jamais suffisante qu'il distribue au capital. Les Français sont de plus en plus nombreux à ressentir cette réalité. Aujourd'hui 69%. Mais aujourd'hui aussi, et aussi longtemps qu'elle ne pourra pas surmonter la division par une lutte sociale d'ensemble, aussi longtemps qu'elle ne s'unira pas sur le projet politique d'en finir avec les institutions du capital, cette majorité restera impuissante.

LM, 30-10-2018.

Où va le POI lambertiste ?, par Robert Duguet

Après avoir soutenu lors du congrès d'avril 2018 l'élection de Pascal Pavageau à la direction de la confédération, le POI vient de tourner casaque brutalement et de lâcher le dirigeant, soit disant suite à la révélation d'un fichier sur la vie privée des cadres du syndicat. On s'interroge sur les raisons de ce revirement, qui ne peuvent être que politique. Essayons de démêler l'écheveau !

Un point d'histoire

Rappelons qu'au début de la guerre froide, le mouvement syndical, du fait du rôle éminemment réactionnaire joué par l'appareil stalinien, éclate. Dans la poussée révolutionnaire qui convergera dans la grève générale de juin 1936, les deux CGT, celle dirigée par le courant réformiste de Léon Jouhaud et celle dirigée par le PCF, se réunifieront : cette unité confédérale ne laissait réellement aucune place aux courants ultra minoritaires construits par le corporatisme chrétien (CFTC, ACO et œuvres sociales de l'église catholique...). En 1947, l'offensive de l'appareil stalinien sur une ligne ultragauche, qui avait été celle de la IIIème Internationale en Allemagne avant 1933, dénonçant la social-démocratie comme « la sœur jumelle du fascisme » (disait Staline), aboutit à l'éclatement du syndicalisme confédéré : la CGT, directement contrôlée par le puissant appareil du PCF et la CGT-Force Ouvrière, issue de la tradition réformiste de Léon Jouhaud.

Robert Bothereau...

L'identité de la confédération à sa naissance, c'est un homme comme Robert Bothereau (1901-1985), qui l'incarne le mieux. Il dénonce dès 1940 la Charte du travail du maréchal Pétain (traduisez le « syndicalisme » d'accompagnement qui prolifère aujourd'hui). Il reconstitue dans la clandestinité une structure de la CGT et crée un réseau de résistance dans la région de Beaugency. Après la rupture du pacte germano-soviétique, il s'inscrit dans une démarche d'unité ouvrière en direction des militants communistes et crée, suite aux accords du Perreux avec Louis Saillant, le journal clandestin Résistance Ouvrière.

La scission de 1947

L'éclatement confédéral de 1947 voit les enseignants, dont les instituteurs sont l'aile la plus radicalisée pour l'unité, refuser la division. La motion au congrès de 1948 du SNI (Syndicat National des Instituteurs), dite motion Bonnissel-Valière, était un accord entre le courant réformiste et l'École Émancipée regroupant des syndicalistes révolutionnaires, dont les trotskystes. Ceux qui ont fondé la FEN (Fédération de l'Éducation Nationale), considéraient que son autonomie ne pouvait être que provisoire et entendaient bien œuvrer pour recomposer une CGT Unique et Démocratique, rassemblant en son sein tous les courants de la démocratie syndicale ouvrière. Et on peut dire que le contrat a été profitable aux personnels de l'éducation Nationale, puisque cette fédération a connu un taux de syndicalisation infiniment plus élevé que celui des confédérations divisées... Et quand la FEN toussait, les gouvernements s'enrhumaient. Le courant lambertiste s'appelait dans les années qui ont précédé la grève de 1968, l'OCI (Organisation Communiste Internationalisée) : ses militants dans Force Ouvrière défendaient l'indépendance du syndicat vis-à-vis des structures d'intégration à l'État, et l'accord avec les réformistes s'entendait sur cette ligne de résistance : le fondement de cette orientation reposait sur l'analyse juste qu'à l'époque de la décadence impérialiste – aujourd'hui on dira avec le néo-libéralisme – la tendance est à l'intégration corporatiste dans l'État. Dans la FEN jusqu'en 1983, à juste titre les trotskystes ont continué le combat dans l'esprit de la motion Bonnissel-Valière, pour un syndicat rassemblant tous les courants de la démocratie ouvrière et pour reconstruire une CGT unique et démocratique. Au passage, faisons remarquer, que l'éclatement confédéral a largement permis

la construction d'une organisation construite sur les principes du corporatisme chrétien, la CFDT, qui a connu un regain d'influence en s'appuyant sur la démagogie gauchiste de la décennie 1970-1981.

La FEN et les contre-réformes, sa dislocation et l'émergence de la FSU

Bien entendu la FEN de 1981 n'était plus celle de 1948 : sa majorité réformiste dans les années qui ont précédé la montée au pouvoir du PS, s'est effectivement adaptée aux contre-réformes qui minent l'Éducation Nationale depuis le plan Fontanet de 1972, année du premier choc pétrolier : la bourgeoisie française veut adapter l'institution scolaire à son appareil de production. Déjà elle met à l'ordre du jour la remise en cause des acquis résultant du contrat social imposé à la Libération par le CNR (Conseil National de la Résistance). La crise de la FEN se développe : sa majorité dans les années 1978-1981 penche plutôt en direction de Rocard que d'un Mitterrand, qui tombe très à gauche pour être élu président de la République.(1) C'est en 1983 que la direction de l'OCI impose à sa fraction enseignante le passage à la CGT-Force Ouvrière. Avec le recul du temps, je pense que ce fait marque une rupture historique avec le combat syndical pour le Front Unique, et sera une des raisons de la décomposition du courant lambertiste dans la période qui va suivre. Le soutien de la majorité de la FEN aux contre-réformes de l'Éducation Nationale par les gouvernements de François Mitterrand, la trahison laïque de 1983, vont conduire à la liquidation de la fédération.

Pour les personnels de l'Éducation Nationale, toutefois, l'émergence de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire) en 1992, ne permettra pas l'éclatement vers les confédérations ou le syndicalisme autonome. Le courant lambertiste a cessé alors de jouer un rôle progressiste, il le paiera d'ailleurs au prix fort : le passage à Force Ouvrière a laissé le terrain du syndicalisme unitaire à la composante Unité et Action, courant construit par le PCF en 1948 mais dont les cadres syndicaux rompent les liens de dépendance lors de l'émergence de la FSU. Une occasion manquée pour reconstruire un syndicalisme lutte de classe dans l'enseignement et maintenir le cap pour une CGT ouvrière unique et démocratique, y compris en direction de ses cadres Unité et Action qui vont se retrouver majoritaires dans la nouvelle fédération.

Les dérives du POI donc ne datent pas d'hier...

Il y a l'incrustation dans l'appareil FO d'un certain nombre de cadres politiques de cette organisation dans une carrière syndicale ; il y a surtout la position de Pierre Lambert, son dirigeant historique, vis-à-vis de François Mitterrand, l'implication au plus haut niveau de l'appareil du PS de militants « trotskystes » dans l'opération Jospin, jusqu'à prendre la direction et prendre en charge dès 1983 les contre-réformes du gouvernement socialiste de l'époque. Établir une filiation entre Léon Trotsky et Pierre Lambert, comme le fait le dirigeant du POI Daniel Glückstein, est pour le moins contestable (2). A ma connaissance, la politique de Trotsky et des trotskystes vis-à-vis de la social-démocratie, notamment la SFIO en France dans la montée révolutionnaire de 1933-1936 et en Espagne le PSOE au moment de la guerre civile, ne visait pas à prendre la direction de ces partis, mais à prendre appui sur les couches militantes qui se radicalisaient sur leur aile gauche. La trahison du POI vient de loin. Ce qui se passe aujourd'hui n'est que l'aboutissement d'un processus d'intégration à une bureaucratie syndicale et politique, qui est elle-même intégrée dans la marche au corporatisme et à la politique de Macron.

L'offensive contre Pavageau

La politique de l'ancien secrétaire de la CGT-Force Ouvrière, Jean Claude Mailly et, non seulement son adaptation, mais son implication dans la rédaction des lois Macron contre le droit du travail, ont mis la confédération au bord de l'éclatement. Le compromis boiteux, ménageant Mailly, lors du congrès d'avril 2018, n'a pas réglé la crise. La ligne sur laquelle Pascal Pavageau a été élu, vise à infléchir le combat contre la politique de Macron, donc à s'ouvrir de fait à l'unité d'action avec la CGT : compte tenu de la composition de FO, cette ligne n'a pas réglé la crise du printemps, elle vient brutalement de l'amplifier. C'est dans ce contexte que surgit l'affaire du fichier : descendre Pavageau pour Macron qui veut continuer à appliquer les contre-réformes devient une nécessité absolue. Il fait donner l'artillerie : le Figaro, organe du groupe Dassault, fleuron de l'industrie de guerre ; le Monde, contrôlé aujourd'hui par le propriétaire de Free Xavier Niel et par Mathieu Pigasse, directeur de la banque Lazard ; Les Échos, propriété du milliardaire Bernard Arnault ; Madame Pénicaud et ses ordonnances de démantèlement du droit de travail. Le tout, avec l'émotion très chrétienne de Laurent Berger en faveur de la démission de Pavageau. Tout ce joli monde d'un ancien monde qui veut nous ramener à l'univers du Germinal de Zola reçoit en interne dans la confédération des soutiens.

D'abord la fédération des métaux qui s'est opposée violemment lors du congrès, allant jusqu'aux menaces : « Pascal, si tu t'écartes de ce que nous considérons comme l'orientation nécessaire, nous dresserons les barricades. » Le syndicat, en violation de ses propres décisions de congrès, et suite à la démission du secrétaire général, est en présence d'une véritable révolution de palais. Dans l'attente du CCN (Comité Confédéral National) convoqué pour les 21 et 22 novembre, le bureau confédéral sera sous la surveillance d'une commission totalement anti-statutaire, de 7 responsables : d'abord quatre prétendus « réformistes » qui

sont en fait des cadres syndicaux favorables à l'ancien secrétaire Jean Claude Mailly et trois autres, membres du POI lambertiste.

Comment une organisation issue du trotskysme, peut-elle aujourd'hui, être partie prenante d'une telle opération de charcutage bureaucratique, dans le dos des adhérents, des militants de FO, et pour faire directement le jeu de Macron, du MEDEF et de l'Union Européenne. La question de l'intégration des syndicats à l'État a fait évoluer depuis des décennies de nombreux cadres des syndicats vers l'accompagnement des contre-réformes. La référence au trotskysme chez les lambertistes ne devient plus qu'un prêt à porter idéologique, une vitrine. Le POI est aujourd'hui intégré, ses cadres appartiennent à une aristocratie ouvrière, avec ce que cette position implique en termes d'avantages matériels. Un appareil bureaucratique classique avec un habillage idéologique usurpé.

Le POI et France Insoumise...

Si des camarades s'interrogent aujourd'hui, sur le fait que le POI soit entré dans l'espace politique interne à France Insoumise, jusqu'à servir de Service d'Ordre à la manifestation de la FI le 26 mai 2018, cela doit être mis en rapport avec la politique syndicale des lambertistes. Lorsque Jean Luc Mélenchon était dans l'aile gauche du PS, lorsqu'il construisait la Gauche Socialiste, il recueillait les critiques les plus acerbes, voire haineuses de Pierre Lambert. Lorsqu'il quittera le PS pour constituer le Front de Gauche, cette attitude a perduré : jamais d'ailleurs le courant lambertiste, qui prétendait se réclamer du trotskysme, n'a cherché à faire un travail politique dans l'aile gauche du FDG. Aujourd'hui on est en face d'une vraie dérive populiste du leader de FI, c'est à ce moment-là que les lambertistes, ou du moins ce qu'il en reste, entrent dans l'espace politique de FI.

L'intégration des syndicats à l'État, le corporatisme, va de pair avec l'offensive contre « les corps intermédiaires », c'est-à-dire des syndicats indépendants gérés par les travailleurs eux-mêmes, obstacles à la « construction du peuple », version Mélenchon.

Notes:

(1) Voir sur ce point le Manifeste présidentiel « Ici et Maintenant » de François Mitterrand, publié en 1980.

(2) La Tribune de Travailleurs, jeudi 25 octobre 2018

RD, le 29-10-2018.

Éléments de réflexion sur la situation brésilienne.

C'est une lutte qui s'engage au Brésil et par rapport au Brésil. Toute lutte réelle suppose conscience et débat. Loin de taire les problèmes, elle exige de les poser et de les traiter. Le présent texte aborde, à chaud, et au vu des réactions immédiates, plusieurs points nécessaires pour un tel débat visant à la lutte.

1. Le fascisme.

La prise de conscience du caractère fasciste de Bolsonaro est largement répandue. Mais que faut-il entendre par fascisme ? Ce ne sont pas en effet seulement les propos détestables et la violence que porte ce personnage qui suffisent à porter une telle caractérisation.

Ce sont trois choses : la mobilisation de « hordes » du type petite-bourgeoisie, lumpen-prolétariat, couches désaxées du prolétariat, contre la démocratie, le mouvement ouvrier et la culture ; une visée d'écrasement de la société ; et le financement par le grand capital. Ces trois composantes sont bel et bien réunies ici.

Les « hordes » menacent d'écraser le mouvement ouvrier, paysan et étudiant et menacent aussi les femmes, les gays et lesbiennes, les Indiens. Leur composante sociale principale est donnée par ces classes moyennes qui se sont enrichies, parfois plus et parfois moins, dans les années 2000 (les années Lula !) et qui sont à présent menacées dans leurs quelques gains, complétées par la pègre et ses clientèles pauvres, et étayées par la police et l'armée. Il n'y a pas de forces organisées à l'échelle du pays, mais les Églises évangélistes et pentecôtistes jouent en partie ce rôle.

La visée est symbolisée par le geste fétiche de Bolsonaro et de ses partisans : mimer un tir au pistolet, « pan, pan ! ». Sur le plan idéologique nous avons affaire à un ultra-libéralisme : c'est la guerre de tous contre tous qui est préconisée. Prétendre ainsi mettre fin à l'insécurité est bien entendu une sordide plaisanterie, sauf à commettre des massacres, après lesquels l'insécurité régnera à nouveau.

Quand au financement par le grand capital, il est plus flagrant que jamais.

Mais, ces précisions étant acquises, on a souvent entendu ces jours-ci que « le Brésil est devenu fasciste », ou, pire, que « le peuple brésilien a choisi le fascisme ». Combattre le fascisme exige qu'on ne joue pas à se faire peur et qu'on évalue le rapport de force : ces affirmations, parfois dictées par l'émotion, sont fausses et donc contre-productives.

Elles traduisent en partie une sorte de sidération due à la difficulté à comprendre comment on en est arrivé là, mais elles risquent d'empêcher cette compréhension.

Comment en est-on arrivé là ? Un jeune et puissant mouvement ouvrier a porté son parti, le PT, au pouvoir au Brésil, mais en même temps qu'il grandissait, il reproduisait les traits bureaucratiques des partis dominant ce même mouvement ouvrier alors, dans le reste du monde, et passait des compromis avec l'ordre existant : respect, non seulement du capitalisme, mais du « remboursement » de la dette extérieure, et finalement large début de corruption. La déception a démobilisé la base, et les classes moyennes des années 2000 se sont mobilisées contre la corruption. Les partis bourgeois, préservés par le PT et jusque là ses alliés, ont monté un coup d'État juridique pour s'en débarrasser. Et là, le processus leur a échappé et les grands capitalistes et propriétaires ont vu la possibilité d'un écrasement physique de ce jeune et puissant mouvement ouvrier – et paysan, par le moyen de Bolsonaro. Sa force vient de la faiblesse du camp de classe adverse, à cause de la politique de ses organisations, et cela lui a permis de mobiliser une base de masse : là est le principal danger.

Mais au jour d'aujourd'hui, « le fascisme » n'a pas écrasé le mouvement ouvrier, paysan étudiant, féministe ... du Brésil. Ce n'est pas fait. **Il faut donc arrêter les lamentations** : l'heure est à la conscience, à l'organisation, à la lutte, pour résister et contre-attaquer.

2. Les armes.

Dans ces conditions, la question à la fois la plus aiguë politiquement et la plus immédiate est celle des armes, de l'armement, des syndicalistes, des organisations, des sans-terre, de leurs locaux, de leurs quartiers. C'est la plus immédiate parce qu'elle découle de la nécessaire auto-défense : ils risquent d'être attaqués ou le sont déjà. Mais c'est la plus aiguë politiquement parce que les directions de leurs organisations, à commencer par le PT et la CUT, soit évitent d'en parler, soit excluent qu'on l'envisage car ce serait « la violence ». De plus, parler des « armes », surtout en Amérique du Sud, évoque toute l'histoire de la guérilla qui n'est pas seulement héroïque mais qui fait aussi fonction de repoussoir.

Inversement, Bolsonaro a annoncé sa première mesure, conforme à la culture du flingue qu'il distille et dont ses supporters raffolent : la liberté généralisée du port d'arme, déjà largement existante dans les faits.

Du coup, il est normal et légitime d'opposer à cette culture de la violence et des armes la revendication de paix et d'amour, et aussi de culture. Justement, une banderole dans une université, avec les mots « Moins d'armes et plus de livres », a été enlevée par la police, jugeant, d'ailleurs à juste titre, que c'était un slogan politique anti-Bolsonaro. Mais cela ne démontre-t-il pas que pour avoir plus de livres, il faut ... des armes ?

Chacun comprend en réalité que les appels de Bolsonaro à l'armement visent ses partisans, les milices des latifundiaires pour tuer les sans-terre et terroriser les ouvriers agricoles, et les bandes de nervis contre les libertés. La culture des armes de Bolsonaro, soit-disant sécuritaire, est celle-là même de l'insécurité généralisée, police et milices paramilitaires tuant plus que les délinquants ou supposés tels, à l'instar de ce que fait son modèle Duterte, aux Philippines, mais aussi des assassinats commis par les bandes du régime (les *Opérations de Sûreté Populaire* à masques à tête de mort) contre la jeunesse et les quartiers pauvres au Venezuela.

La manière de s'armer qu'il faut opposer à ces pratiques, c'est l'autodéfense collective démocratique. Il ne s'agit donc pas de former des commandos de guérilleros virils se substituant aux masses organisées. Il n'y a d'issue que dans leur lutte, leur conscience et leur organisation, incluant leur armement. La voie qui y mène est celle des comités unitaires regroupant toutes les organisations ouvrières, paysannes, étudiantes, de sans-toits, féministes, LGBT. Mais elle y mène, il est nécessaire de le dire, de le mettre en débat.

3. Les élections.

Un élément de désarroi et de démoralisation vient de ce que Bolsonaro a gagné des élections. Même si l'on fait remarquer que près de 30% ont refusé de voter (soit en n'allant pas voter alors que le vote est obligatoire ou par le vote blanc ou nul, le tout dépassant les 40% dans des villes comme Sao Paulo), et d'autre part que Haddad a regagné bien plus de voix que Bolsonaro entre les deux tours, atteignant 44%, ce fait demeure, assurément.

Dans l'absolu, le fait qu'en toute démocratie un pouvoir appelant à l'emploi de la force contre, en fait, la majorité de la population, ne saurait avoir de légitimité démocratique. Mais de toute façon, rien de cela ne s'est effectué « en toute démocratie ». Le coup d'État contre Rousseff et Lula, permis par leur politique, a conduit à ces élections où la terreur et la menace ont fait irruption dès le début et ont culminé dans un second tour où toutes et tous savaient que si jamais Bolsonaro n'était pas élu, il appelait à la violence avec l'appui d'une partie de l'armée. Il n'y a donc pas de scrupules « démocratiques » à avoir pour lui dénier toute légitimité démocratique et fixer de manière claire et simple l'objectif politique des prochaines combats : dehors Bolsonaro !

D'ailleurs, aucun compromis n'apparaît acceptable et personne, dans la gauche brésilienne, ne l'a proposé. Mais ceci a bien pour conséquence que lui résister, c'est l'affronter, et que l'empêcher de nuire, ce sera le chasser. Par conséquent, l'acceptation du cadre constitutionnel, une constitution dont Bolsonaro n'a rien à faire, ce qui était d'ailleurs déjà le cas de Temer et compagnie, cette acceptation signifiant accepter qu'il dirige le Brésil pendant quatre ans, n'a aucune légitimité démocratique, elle non plus.

Ce qui implique que la constitution est morte, la république fédérale brésilienne s'est effondrée et ne ressortira pas telle quelle d'un affrontement qui battrait et chasserait Bolsonaro. L'auto-défense armée et la lutte démocratique conduisent non à la restauration de l'État qui l'a engendré mais à sa destruction.

D'ailleurs cette république présidentielle a engendré les conditions de Bolsonaro, notamment en faisant confondre le charisme présidentiel de Lula et une véritable organisation des masses et implantation du PT et de la CUT, notamment dans les grandes favelas des villes du Sud qui votaient Lula mais pas forcément PT. Il n'est pas de sauveur suprême ...

4. Classes et races.

Plusieurs commentateurs à gauche dans le monde sont à juste titre frappés de la vision de la carte électorale du Brésil, opposant un bastion pédiste qui correspond au Nordeste, au reste du pays, surtout aux grandes villes du Sud.

Ceci traduit une plus grande résistance du mouvement paysan, ainsi qu'une opposition « de couleur » entre territoires et populations se percevant comme plutôt noirs ou métisses ou plutôt blancs.

Il faut cependant faire attention à ne pas ériger cette juste observation en un axiome politique qui renverrait dans la rubrique « blancs » la population des mégapoles que sont Sao Paulo, Rio de Janeiro et Porto Alegre. N'oublions pas que le PT et la CUT en proviennent et que Porto Alegre a longtemps, à tort ou à raison, passé pour la capitale de la gauche radicale altermondialiste !

C'est bien dans ses bastions de départ que le PT aujourd'hui s'est effondré, ses dirigeants sapant leur propre base et la démoralisant. La nécessité de la lutte unie pour l'auto-défense ne vaut pas oubli de ces leçons politiques, bien au contraire.

Le mépris de classe et le mépris pigmentaire, l'oppression sociale et la marque de l'esclavage, se combinent au Brésil. Autant les couches les plus opprimées, victimes du racisme, parmi lesquelles comptent aussi les Indiens, sont les premières concernées par la nécessité de l'autodéfense unie cherchant à s'armer, autant c'est par l'unité de tous les exploités, « blancs » ou pas, que la résistance eut aboutir. Le Nordeste ne survivra pas comme bastion « métissé » mais assiégé, mais bien comme base de la contre-attaque unissant les exploités et opprimés.

5. « Plutôt Hitler que le Front populaire ».

Cette phrase est beaucoup citée ces jours. Elle provient, historiquement, du ressenti des capitalistes et des réactionnaires dans les années 1930, aux côtés de cet autre topos : « *Au moins avec Mussolini, les trains arrivent à l'heure !* »

En dehors du fait que dans le libéralisme décadent contemporain, les trains n'arrivent de toute façon pas à l'heure, la citation de cette phrase demande des précisions.

Car si l'on entend par « front populaire » une coalition de partis issus du mouvement ouvrier et de partis bourgeois disant défendre et gérer la démocratie, alors c'est ce que le Brésil a connu de 2002 à 2016 sous l'égide du PT, allié à de nombreux partis bourgeois dont les deux principaux à l'époque, le PSDB et le PMDB. Ce sont eux qui l'ont « trahi » et le résultat de ce long « front populaire » s'appelle ... Bolsonaro.

Si l'on entend par « front populaire » ce que Léon Trotsky entendait par là en 1936, à savoir le dernier rempart du capital contre la révolution avec et avant le fascisme, alors force est de constater que si, dans le cas

des présidences Lula puis Rousseff au Brésil, le danger fasciste au départ n'était pas présent comme en Europe en 1936, il en a été, là encore, le résultat sous le nom de ... Bolsonaro.

Donc les capitalistes préfèrent « Hitler » au « Front populaire », mais après s'être bien servi du « Front populaire ». Ils n'ont aucune reconnaissance pour services rendus. La voilà, la vraie leçon.

Quand au « Front populaire », il ne barre pas la route à « Hitler », Franco ou Bolsonaro, il lui pave la voie.

Il faut donc une autre voie : celle qui, commençant par la défensive dans l'unité d'action pour l'autodéfense armée, conduit à la révolution, c'est-à-dire au pouvoir de la majorité organisée. C'est la seule voie réaliste, et c'est celle qui économise le plus la violence.

6. Brésil et Amérique du Sud.

Il est évident que l'élection de Bolsonaro est un tournant pour tout le continent. Pendant des années, outre le pétisme, le bolivarianisme et ses avatars ont été présentés comme une politique de gauche inédite, ces derniers plus radicaux, anti-impérialistes voire révolutionnaires.

Cette période est terminée. La faillite ne concerne pas que ce qu'a été la politique de la direction du PT au pouvoir, mais aussi ce que sont devenus les régimes vénézuélien et nicaraguayen. Les aspirations démocratiques, et, dans une large mesure, les méthodes de lutte, des populations au Nicaragua et au Vénézuélienne contre Ortega et Maduro, s'apparentent d'ailleurs à ce qui est maintenant à l'ordre-du-jour au Brésil.

La résistance et la contre-offensive seront perdantes si elles ne sont pas pleinement démocratiques, ce qui n'est en rien contradictoire avec la nécessité de s'organiser de manière armée, bien au contraire. Maduro et Ortega sont des repoussoirs, ils ne valent pas mieux que Bolsonaro et Duterte et sont du même monde qu'eux.

De manière concrète immédiate, il est possible que cette question soit au cœur de la situation dans l'État frontalier du Roraima, où milices bolsonaristes et police des frontières vénézuélienne ont pour ennemis communs les centaines de milliers de réfugiés vénézuéliens.

7. Sur la place des Etats-Unis.

Il faut connaître l'histoire pour en tirer les leçons, mais croire en sa répétition mécanique n'est pas la connaître réellement. Bolsonaro se réclame de Pinochet mais son arrivée au pouvoir ne procède pas des mêmes mécanismes. Il n'a pas eu besoin de la CIA.

« Oui, mais il y a les médias vendus à l'oncle Sam, Cambridge Analytica », etc., etc. Sans doute en partie. Mais il faut saisir la part d'imprévu, du point de vue du capital lui-même, de toute cette affaire. Les secteurs de l'impérialisme nord-américain qui ont soutenu et étayé Bolsonaro sont au mieux représentés par celui qui l'accompagne depuis un mois : nul autre que Steve Bannon en personne.

Mais l'âme damnée de Donald Trump, qui l'a écarté depuis l'été 2017, conseiller des Le Pen fille et nièce et de Mateo Salvini, n'est pas le représentant patenté et reconnu de Wall Street. Il y a justement crise politique au sommet, à Washington.

Au point que les services secrets d'une autre puissance, le FSB et la Russie, ont été mêlés à cette crise ! ...

L'élection de Bolsonaro entre donc en résonance avec les développements récents aux Etats-Unis – colis piégés, crime antisémite de Pittsburgh- et peut regonfler Trump mais aussi aggraver la crise, ou les deux en même temps. Alors que les bourses fléchissent, la répétition des mantras, moins que jamais, ne saurait remplacer l'analyse concrète des situations concrètes.

VP, 30-10-2018.

Qu'est-ce qu' **APLutSoc.** arguments pour la lutte sociale

Ce bulletin, ou circulaire, est rédigé par des militants pour qui le siècle commencé est gravement menacé par le capital, et pour qui la révolution prolétarienne, prise en main de leur destinée collective par les exploités et les opprimés eux-mêmes, est plus que jamais à l'ordre du jour.

Il a pour but de fournir des arguments, des éléments politiques, des propositions d'action et matière à débats à toutes celles et tous ceux qui veulent ouvrir, en France et au niveau international, une issue politique aux luttes sociales qui ne cessent pas, par le regroupement et le débat politiques permettant la construction d'un parti révolutionnaire et démocratique représentant les opprimés et exploités.

Nous nous efforcerons, en règle générale, de produire, d'une part, des articles courts voire des « modèles de tract » destinés à mettre l'accent sur les questions importantes qui peuvent servir de point d'appui ou faire débat et, d'autre part, des analyses plus approfondies.

Bien entendu, ce bulletin est ouvert à toute contribution, critique ou remarque.

LN Chantereau, Olivier Delbeke, Robert Duguet, Alexis Mayet, Luigi Milo, Vincent Presumeu.

**Vous ne voulez pas nous perdre de vue ?
Abonnez-vous au blog sur :**

aplutsoc.org

**Vous y retrouverez toutes nos analyses,
prises de positions et débats.**